

Réflexion sur la Conférence de Bandung à l'ère de la mondialisation libérale

Sur le thème « GLOBAL-AFRICA, GLOBAL-ASIA: Africa and Asia in the Age of Globalization », l'Afrique et l'Asie sont descendues sur le Campus de l'Université de Binghamton et à l'Institut des Etudes Culturelles Globales (Institute of Global Cultural Studies). Nous avons été invités à assister à cette réunion opportune de deux continents avec toutes leurs complexités, leurs implications philosophiques, politiques, sociales, culturelles et économiques pour nos vies et au-delà. Avant de développer ce discours, que le Professeur Seifudeim Adem et le Professeur Edward Kannyo m'ont autorisé à délivrer en une vingtaine de minutes, j'aimerais souligner que cet événement grandiose n'aurait pas été possible sans l'engagement et l'organisation d'un groupe de chercheurs qui mérite tous mes remerciements :

- Le Professeur Edward Kannyo, Président de l'Association des études africaines de l'Etat de New York ;
- Le Professeur Seifudeim Adem, président du Comité d'Organisation et hôte de la Conférence, le Professeur Lisa Yun, et le Professeur Michael O. West, coparrains ;
- Les membres du Conseil d'administration de l'Association des études africaines de l'Etat de New York ;
- Le Professeur Locksley Edmondson, Membre du Conseil d'administration, introducteur ;

Je ne saurais refermer cette liste des noms de personnes et de membres de divers comités qui ont rendu possible cet événement sans la terminer, conformément aux traditions africaines de respect, par un mot de remerciement au Distingué et Honorable Mwalimu Mze Ali Mazrui, dont les bénédictions et l'inspiration doivent être ressenties dans notre

Tukumbi Lumumba-Kasongo
Université Cornell
Ithaca, New York

travail, ici et dans le monde entier. Dans ma tradition, Mze est l'équivalent de sagesse. Il est assorti de responsabilité et de fortes attentes.

Eminents intellectuels et honorables invités et participants ;

Mesdames et Messieurs,

Amis et Collègues,

Lorsque le Professeur Edward Kannyo m'a appelé au téléphone pour m'apprendre que j'avais été nommé et choisi pour le Prix Distinguished Africanist Award de l'African Studies Association de l'Etat de New York pour 2010, j'ai marqué une pause pendant quelques secondes, ne sachant pas exactement comment réagir. Mais je l'ai remercié et j'ai ajouté que ce prix est dédié au peuple africain dans le monde entier, sans lequel cette reconnaissance n'aurait pas été possible. Il m'a également annoncé qu'il y avait une co-lauréate : le Professeur N'Dri Assié-Lumumba.

Dans tous les cas, nous sommes ici pour réfléchir sur, et en même temps célébrer, la complexité de la relation, d'une manière holiste, entre l'Afrique et l'Asie, leurs peuples, leurs histoires, leurs cultures et traditions, leurs économies et leurs politiques.

Permettez-moi de dire pour commencer que c'est avec une profonde humilité et une immense gratitude que j'ai accepté ce Prix Distinguished Africanist Award pour 2010.

Le monde est au carrefour de la rencontre de multitudes culturelles et civilisationnelles convergeant vers un système mondial plus complexe. Le nouveau mouvement contient plus d'éléments et de voix de multiculturalisme que ne semblent l'indiquer des penseurs qui soutiennent la thèse de la domination hégémonique d'une culture. Comprendre comment ces rencontres ont eu lieu et la dynamique des cultures elles-mêmes est central pour repenser et projeter des lendemains meilleurs.

La mondialisation est un phénomène tangible et fonctionnel, puisqu'il se manifeste dans la dynamique de l'économie politique internationale, les quêtes de valeurs démocratiques universelles, l'universalisation de l'Internet et de Google, etc. Cependant, cette mondialisation ne fonctionne pas comme une force monolithique. C'est une dynamique façonnée par une multitude de cultures. De plus, au niveau culturel, nous en sommes encore à nous efforcer de comprendre comment les facteurs ci-dessus, par exemple, ont affecté ou été affectés de manières positives par des cultures nationales et régionales spécifiques. Tel est le contexte dans lequel je traiterais les questions concernant la conférence de Bandung.

Quels sont les origines, les objectifs principaux et le contexte général de la Conférence de Bandung ?

Depuis les années 1990, il y a eu la montée du Forum social mondial (FSM) avec la coalition de groupes progressistes de différents milieux sociaux, environnementaux et intellectuels partout dans le monde. En tant que cadre d'un mouvement de résistance contre la mondialisation néolibérale et ses

politiques et agendas réformistes, son rôle a consisté à influencer ou à perturber les réunions des conseils d'administration des institutions mondiales au nom des populations pauvres, des économies pauvres et des pays pauvres. A long terme, l'ultime prétention de ce mouvement est la recherche d'un système alternatif de gouvernance fortement axé sur la gestion participative des ressources sociales et humaines, et solidement ancré dans la distribution égale des ressources mondiales. La majorité des pauvres se trouvent en Afrique.

C'est ce nouveau mouvement qui a poussé l'auteur à revisiter les significations de la Conférence de Bandung. En outre, parce que le Japon a finalement participé à cette conférence en tant qu'acteur politique invité, et parce que le Mouvement des non-alignés (MNA) est né de l'idéologie de cette conférence, il convient d'examiner l'évolution de cette dernière et de voir si elle a influencé, directement ou indirectement, par l'action et l'intention, les relations Japon-Afrique.

Que signifiait ou représentait spécifiquement la Conférence de Bandung en 1955, pour les pays et les peuples d'Afrique qui étaient à l'époque encore majoritairement colonisés par les puissances européennes, et pour les pays et les peuples d'Asie qui étaient politiquement indépendants de ces mêmes pouvoirs, bien que quelques-uns d'entre eux fussent toujours confrontés à une instabilité politique sérieuse à cause des luttes de pouvoir internationales et régionales ? Quels étaient les principaux points à l'ordre du jour de cette conférence ? Quel rôle spécifique y a joué le Japon ? Enfin, la Conférence de Bandung a-t-elle réussi à influencer, directement ou indirectement, les relations Afrique-Japon de façon positive et significative pendant et après la fin de la bipolarité ?

Bien que ce discours n'aborde pas spécifiquement l'ensemble des questions ci-dessus d'une façon systémique ou scientifique, une discussion générale sur la signification historique de la conférence permet de situer ses principaux objectifs et stratégies dans le contexte des impératifs de la bipolarité internationale du système mondial. Ma démarche consiste à saisir ses principaux objectifs, identifier les éléments majeurs du grand fondement idéologique de la conférence, s'il y en a, et décrire les implications politiques de la conférence pour le Japon et l'Afrique.

L'une des principales questions soulevées dans ce chapitre concerne la « vision politique » énoncée par les déclarations de la conférence. La question de la « vision politique » implique également l'existence d'une idéologie ou d'un principe idéologique, ou de normes. Cependant, les faits historiques attestent que, sur la base de situations politiques et de contextes historiques divers des participants, la Conférence de Bandung ne pouvait pas avoir pour ambition de produire une idéologie politique consensuelle, laquelle aurait été incorporée dans la politique du parti national de tout Etat-nation. Les diverses voix des participants et des défenseurs des idéaux de la conférence devraient transcender toute base d'idéologie nationale dans leurs actions contre la nature impérialiste du système mondial, tel que perçu et défini au 20^e siècle. Que l'hypothèse ci-dessus puisse être, en réalité ou pas, traduite en actions politiques nationales en mobilisant les peuples et les Etats sans créer de base idéologique transcontinentale forte, fait partie de ma problématique. Cependant, il suffit de dire que la conférence visait à créer une conscience collective et une plate-forme commune fondées sur la nature de l'économie politique internationale existante. Quel est le fondement philosophique de cette conscience ?

Historiquement, les puissances occidentales ont créé le système mondial d'une façon idéologique. A ce titre, les luttes contre ces puissances devaient logiquement commencer par déconstruire cette idéologie. Ces puissances ont tendance à réagir aux actions qui sont fondées sur l'idéologie et/ou à mieux les apprécier que celles qui ne le sont pas. Il en est ainsi parce qu'en général, avec une analyse d'un cadre idéologique, les actions d'un groupe social, d'un parti politique ou d'un individu sont plus discernables et donc, prédictibles.

Les différences culturelles, socio-économiques et politiques majeures entre les Etats représentés étaient les facteurs qui rendaient difficile la réconciliation du fondement idéologique de leurs sphères publiques avec l'ordre du jour commun du forum. Mais les critiques du système mondial par les délégués peuvent être considérées par eux-mêmes comme étant des phénomènes idéologiquement conçus mais aussi, l'incarnation du futurisme qui était prévu pendant et après la conférence. Comme il a été soutenu ailleurs : « On

ne peut pas comprendre dans toute leur dimension la dynamique des Etats-nations, les orientations, la politique et leurs relations internationales sans les lier d'une façon théorique et empirique à leur base idéologique... L'Etat-nation est essentiellement une construction idéologique et une entité auto-motivante » (Lumumba-Kasongo 2005:152). Bien qu'il serait difficile de démontrer systématiquement que le non-alignement a été une idéologie commune acceptée par les participants à la conférence, il est tout aussi difficile, sur la base des faits historiques et la nature des alliances qui ont eu lieu après la conférence, de soutenir de manière persuasive que c'était un forum basé sur l'idéologie.

L'ordre du jour pour la tenue de la Conférence Asie-Afrique a été progressivement négocié entre les organisateurs, à l'initiative d'Ali Mohammed du Pakistan. La vision ne fut pas partagée par tout le monde immédiatement. On ne sait pas clairement quels intérêts il avait en Afrique, et quels facteurs concrets le poussaient à prendre cette initiative. A l'époque, il n'y avait pas d'intérêt régional collectif en Afrique. Comme l'a dit George McTurnan Kahin :

L'idée de l'Indonésie émanait principalement du Premier ministre Ali Sastroamidjojo. Au début, sa proposition était d'inviter uniquement le groupe afro-asiatique aux Nations Unies, et c'est dans cette optique qu'il présenta l'idée aux premiers ministres de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde et du Pakistan à leur réunion à Colombo à la fin d'avril 1954. Au départ, seul Mohammed Ali du Pakistan s'était montré enthousiaste ; Sir John Kotelawala de Ceylan était disposé à accepter, Jawaharlal Nehru de l'Inde et U Nu de Birmanie, tout en approuvant poliment d'un signe de tête, étaient tous deux sceptiques quant à la faisabilité et la valeur de la tenue d'une telle conférence. Ce n'est que lorsqu'il se rendit à New Delhi à la fin du mois de septembre 1954 que Sastroamidjojo remporta l'adhésion totale de Nehru à sa proposition (1956:2).

Ainsi, *le fait accompli*, du 18 au 25 avril 1955, les premiers ministres du groupe baptisés les cinq puissances de Colombo, à savoir la Birmanie (Myanmar), Ceylan (Sri Lanka), l'Indonésie, l'Inde et le Pakistan, organisèrent une réunion à Bandung, en Indonésie, pour discuter des thèmes et problèmes de la coopération économique, des droits de l'homme, de

l'autodétermination, des problèmes des peuples colonisés, et de la promotion de la paix (Ampiah 1997:39). Colombo est la capitale du Sri Lanka. L'Égypte était aussi un membre actif du comité d'organisation situé en dehors de l'Asie. La conférence était une réunion historique qui a réuni des dirigeants politiques et des ministres des Affaires étrangères de 29 pays d'Afrique et d'Asie, à l'initiative des dirigeants du Tiers-monde à l'époque, parmi lesquels le Premier ministre Chou En-lai (Chine), le Président Ahmed Sukarno (Indonésie), le Premier ministre Jawaharlal Nehru (Inde), le Premier ministre Mohammed Ali du Pakistan, le Premier ministre U Nu du Myanmar, et Sir John Kotelawala du Sri Lanka. Qui était spécifiquement invité, et pourquoi ? Les organisateurs ci-dessus avaient convenu que la conférence devrait avoir une large base géographique comme l'a décrit Homer Jack :

Tous les pays d'Asie et d'Afrique, qui ont des gouvernements indépendants, devaient être invités. Cependant, il y a eu « de légères variations et modifications de ce principe de base » et les invitations ont été limitées à 25 pays spécifiques qui sont les suivants : Afghanistan, Cambodge, Fédération centrafricaine, Chine (pas Formose), Égypte, Éthiopie, Gold Coast, Iran, Iraq, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Népal, Philippines, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Thaïlande, Turquie, Viêt-Nam (Nord), Viêt-Nam (Sud) et Yémen. Il a été spécifié en outre que « l'acceptation de l'invitation par un pays n'impliquerait en aucune façon un quelconque changement de son point de vue sur le statut d'un autre pays », et les Premiers ministres ont également préconisé que « la forme de gouvernement et le mode de vie d'un pays ne soient en aucune façon soumis à l'ingérence d'un autre ». Il y avait certaines omissions frappantes de la liste des pays invités : la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine nationaliste ou Taiwan (Formose), l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Russie (qui est située au moins dans une partie de l'Asie), Israël et l'Union d'Afrique du Sud. Si le fondement de ces omissions était politiquement évident, aucune raison officielle n'a jamais été donnée (1955:2-3).

Plus de 2 000 délégués, journalistes et observateurs ont assisté à la réunion. La région Afrique avait le plus petit nombre de délégués venus d'Égypte, d'Éthiopie, de la Gold Coast (Ghana), du Libéria, de la Libye et du Soudan. La délégation

égyptienne était menée par le Col. Gamal Abdel Nasser. Celle de la Gold Coast/Ghana (3 membres seulement) par Kojo Bastio, ministre d'État.

La conférence est donc reconnue comme un symbole d'unité et de *rapprochement* entre les États africains et asiatiques. Elle s'est déroulée au milieu des tensions de la Guerre Froide entre l'Union Soviétique, les États-Unis et la République populaire de Chine, et de la marche continue des puissances coloniales dans les pays du Sud Global, malgré la montée des diverses formes de résistance nationaliste et populaire à l'impérialisme occidental.

Pour beaucoup, cette conférence est devenue historiquement la pierre angulaire de la solidarité Afrique-Asie, malgré la réalité de la domination économique et politique par le Nord Global et les faiblesses structurelles des pays et des États dans le Sud Global, en particulier en Afrique. Depuis les années 1950, des sommets Afrique-Asie réguliers ont contribué à raviver l'esprit de Bandung et encouragé la création d'un nouveau partenariat entre les États et les pays africains et asiatiques.

L'anniversaire des cinquante ans de la Conférence de Bandung fut célébré au Sommet Asie-Afrique 2005 et à la Commémoration du Jubilé d'Or de la Conférence Asie-Afrique 1955 du 20 au 24 avril 2005 à Bandung et à Jakarta, en Indonésie, sous le leadership du Président Megawati Sukarnoputri et du Président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud. Le thème de la conférence était « Vivifier l'Esprit de Bandung : œuvrer pour un partenariat stratégique Asie-Afrique ». Le Japon était le seul pays industrialisé à être officiellement invité à la Conférence. En tant que passerelle entre la conférence et le Processus du G8, il occupe une position spéciale importante. Les réunions de préparation de cet anniversaire ont eu lieu en Indonésie (Bandung) en août 2003 et en Afrique du Sud (Durban) en août 2004.

Par rapport à ce que Bandung a représenté au plan historique, il est peut-être correct de soutenir que l'on se serait attendu à ce que des événements internationaux majeurs aient été organisés par les Nations Unies pour la célébration de cette occasion ainsi que d'autres mini conférences nationales aux niveaux régional et national. Les demandes pour de telles célébrations ne manquaient pas totalement chez les universitaires africains et asiatiques et dans leurs programmes

de recherche. À titre d'exemple, de nombreux universitaires africains et asiatiques m'ont fait part directement, en tant que Rédacteur en chef de la Revue *Afrique-Asie* publiée par Brill à Leiden, aux Pays-Bas, de la nécessité d'organiser certaines des importantes conférences de la Conférence de Bandung. Cependant, à cause du manque de ressources financières, j'ai seulement encouragé les universitaires qui m'ont contacté à organiser des séminaires dans leurs propres institutions.

Cet événement majeur a-t-il été, dans une large mesure, oublié dans l'euphorie des politiques libérales et de la mondialisation de l'après-Guerre froide ? Nombreux sont ceux, parmi lesquels l'auteur, qui ont pensé qu'il serait nécessaire de repenser cette conférence dans le contexte de luttes permanentes en Afrique pour la quête de nouveaux paradigmes de développement – étant donné que les anciens ont été, dans la plupart des cas, clairement déficients ou inappropriés, et ce, en Afrique plus qu'en Asie.

Pour tenter de répondre à certaines des questions soulevées plus haut, il faut une interprétation et une compréhension de l'histoire politique à la lumière de faits empiriques nationaux et internationaux. La Conférence de Bandung était essentiellement un événement international. Dans le cadre des paradigmes des relations internationales, elle peut être examinée en tant que composante des projets des États-nations en Afrique et en Asie. Par ailleurs, le pragmatisme des impératifs internationaux peut nécessiter que nous fassions un raisonnement déductif à partir des modèles dominants de relations entre les États qui ont pris part à la conférence et ceux qui n'étaient pas encore nés. L'analyse déductive à partir des règles générales permet de lier les effets de la Conférence de Bandung aux questions nationales locales.

À Bandung, les délégués africains et asiatiques n'avaient pas les mêmes agendas et attentes. Les moyens par lesquels ces États-nations allaient obtenir leur indépendance, leur situation politique dans les relations internationales, leur niveau de développement socio-économique et le niveau et la qualité des luttes pour l'indépendance sont quelques-uns des facteurs qui influencent le discours qui a été tenu à la Conférence de Bandung et au-delà. Mais les participants étaient engagés envers l'obtention de résolutions communes.

Comme déjà indiqué, cette conférence s'est déroulée à une période de décolonisation en Asie. Malgré une importante montée en puissance des mouvements de décolonisation, la plupart d'entre eux étaient encore sous le puissant joug du colonialisme européen.

La Birmanie (Myanmar) a obtenu son indépendance en 1948, Ceylan (Sri Lanka) en 1948 et l'Indonésie a proclamé son indépendance plus tôt, le 17 août 1945, mais il a fallu 4 ans de négociations diplomatiques et de résistance armée contre les hollandais pour que celle-ci soit reconnue le 27 décembre 1949. L'Inde a obtenu son indépendance en 1947 par la non-violence, mais il y a eu une guerre sanglante entre les musulmans et les hindous qui a été en partie instiguée, inspirée et soutenue par le principe du diviser pour régner qui était la stratégie politique coloniale des britanniques. Le Pakistan fut séparé de l'Inde par la signature d'un traité de paix entre la Grande-Bretagne et l'Inde en 1947. Ainsi, l'administration coloniale britannique fut forcée d'abandonner ses anciennes colonies de l'Inde, de la Birmanie et de Ceylan, après avoir mené conjointement des combats armés et des négociations.

En tout, 29 Etats-nations étaient représentés à la conférence. Outre les premiers ministres qui l'avaient convoquée, la conférence a enregistré la présence de ministres des Affaires étrangères ainsi que de nombreux délégués de pays africains colonisés et de nombreuses régions de l'Asie. La conférence a été largement diffusée et popularisée. Cette année-là, en Afrique, seuls l'Egypte, l'Ethiopie et le Liberia étaient des pays indépendants.

Le Liberia a obtenu son indépendance de la Société américaine de colonisation en 1847. L'Egypte a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1922 et l'Ethiopie n'a jamais été officiellement colonisée par les puissances européennes (bien qu'elle soit devenue un Etat néocolonial), malgré l'invasion italienne de 1930 par Mussolini. L'invasion de Mussolini était soutenue par le Japon, malgré les relations autrefois bonnes entre ce pays et le pouvoir impérial éthiopien. Mais la « Province du Nord de l'Ethiopie », Asmara, était fermement colonisée par l'Italie. Il est nécessaire de lier ce contexte général aux principaux objectifs de la Conférence, comme l'a déclaré Ampiah :

La conférence était organisée pour promouvoir les plus hautes aspi-

rations des peuples d'Asie et d'Afrique ; c'est-à-dire, des chances de mener une vie positive pour les nations défavorisées de la communauté internationale. Ces ambitions allaient trouver leur expression dans une 'troisième force' articulée et cohérente dans un monde supposé être figé en deux camps par la Guerre froide... Le seul thème sous-jacent que l'on retrouve dans tous les objectifs écono-miques, culturels et politiques de la conférence était un sentiment chez les membres, quelle que soit leur orientation idéologique, qu'ils ne seraient pas piégés avec leurs expériences comme des « dépendants » ou des appendices du colonialisme. Cela était clairement exprimé dans la déclaration universelle de la conférence selon laquelle 'le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement'. Essentiellement, l'esprit de la conférence reposait sur la détermination des Etats-membres à préserver leurs libertés récemment obtenues et à aspirer à plus par leur opposition persistante au colonialisme et à l'impérialisme, ainsi que par une tentative systématique de promouvoir le bien-être économique des peuples qu'ils représentaient, mettant ainsi en question l'essence même des Nations Unies (Ampiah op. cit.:39-40).

Bien qu'ayant été occupé par les américains et les forces alliées, le Japon était une puissance impériale en Asie peu avant la conférence. En outre, les délégués parlaient d'une 'troisième voie', alors que le Japon était déjà situé dans la 'première voie' associée au capitalisme dirigé par les Etats-Unis. Ainsi, il est clair que les délégués japonais avaient du mal à se situer dans le discours de la conférence.

Malgré la réticence à accepter l'invitation, les délégués japonais assistèrent à la conférence après en avoir été persuadés par les Etats-Unis. C'était dans l'intérêt du Japon qu'il soit représenté à une conférence qui allait parler d'une Asie nouvelle. « La proposition d'invitation a été faite par le Pakistan avec l'appui de Ceylan, mais elle a aussi soulevé une certaine contestation des autres » (Ampiah op. cit.:41). En conséquence, d'une manière étrange et gauche, le Japon a marqué son retour en Asie, à travers la mise en œuvre de nombreuses dimensions de la Conférence de Bandung, comme l'a indiqué Kitagawa :

L'invitation du Japon à la Conférence de Bandung était le produit du dynamisme politique international en Asie. Cette conférence est largement connue comme l'arène de l'union de pays asiatiques et africains nouvellement indépendants qui brandissaient l'étendard de l'anticolonialisme. En réalité, la conférence était fortement colorée par le système de Guerre froide dans lequel les pays asiatiques du camp libéral se défendaient contre un mouvement offensif de pays communistes ou neutres comme l'Inde et la Chine. L'Inde cherchait à faire venir la Chine à la conférence. En revanche, le Pakistan, qui était dans le camp libéral et opposé à l'Inde, projetait d'inviter le Japon, une importante figure en tant qu'anticommuniste, afin de contrôler le leadership Inde-Chine à cette conférence. Le Japon essayait de surmonter cette situation difficile en adoptant une position politique passive, mais son existence elle-même était déjà devenue une part importante de la politique internationale, nonobstant ses intentions (2006:3).

La délégation japonaise était conduite par Tatsunosuke Takasaki, ministre d'Etat et Directeur général de l'Economic Counsel Board. Le Japon a agi dans l'orbite du monde occidental, mais il a aussi souscrit un engagement « tacite » envers le groupe afro-asiatique, tel qu'articulé dans cette Conférence de Bandung. L'engagement du Japon envers la déclaration de la conférence peut déterminer, dans une certaine mesure, la manière dont ce pays a défini et traité avec l'Afrique ultérieurement. Naturellement, en tant qu'ancienne puissance coloniale, la position de la délégation japonaise n'était pas confortable. Mais il faut concilier les intérêts de la géopolitique et ceux de la politique internationale.

En tant qu'Etat-nation *par excellence*, une entité politique autocentrée en ce qui concerne ses intérêts, le Japon souhaitait rétablir ses liens commerciaux avec l'Asie et aussi devenir membre des Nations Unies en 1956. Et il se devait de corriger ses erreurs du passé, comme l'a indiqué Kweku Ampiah :

Plus important, le discours de Takasaki à la conférence contenait des excuses aux voisins du Japon, pour les atrocités commises par son pays contre eux : 'Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Japon, je regrette de le dire, avait infligé des dommages à ses voisins'. Takasaki essaya ensuite,

conformément aux instructions qu'il avait évidemment reçues, de profiter de l'occasion pour les assurer que le Japon 'n'avait pas l'intention de reconduire sa politique étrangère vicieuse d'antan.' Le Japon a réinstauré la démocratie, ayant durement appris sa leçon (op. cit.:43).

Ce discours n'a eu aucun impact immédiat en Afrique, car la plupart des pays d'Afrique étaient encore colonisés dans les années 1950. Cependant, à partir des années 1970, la situation commença à changer.

Il convient également de souligner qu'en Asie en général, la situation politique était toujours très tendue, volatile et extrêmement complexe au moment de la conférence, comme l'a écrit C. P. Fitzgerald, qui y a également assisté :

Du nord au sud, il y a quatre principales zones de trouble en Extrême-Orient : la Corée, Formose, l'Indochine et la Malaisie. Le problème de la Corée a été résolu – ou mis de côté – d'une façon très peu satisfaisante pour les deux parties en Corée, et pourtant selon toute probabilité pour longtemps encore. Formose est toujours un problème sérieux, l'Indochine menace de représenter à nouveau un danger, la Malaisie continue de couvrir. Dans chaque cas, derrière le conflit local immédiat se cache le facteur qui rend ces troubles importants pour le monde en général : la puissance grandissante de la Chine et son alliance avec la Russie. L'Occident a voulu imposer des règlements de ces questions qui ne tenaient pas compte de la Chine, et les tentatives ont échoué partout car chaque fois qu'on est parvenu à des règlements ou des solutions partielles, il a fallu cesser de prétendre que la Chine n'existait pas et composer avec Pékin. L'exemple de Bandung où la Chine était acceptée et où des négociations entre elle et ses voisins hostiles du sud se sont avérées utiles, ne saurait être ignoré à l'avenir (1955:114).

La montée du mouvement communiste en Malaisie était pleinement soutenue par la Chine. La plupart des communistes étaient nés sur le continent. La Chine avait la Russie et le Japon dans son esprit politique et dans sa définition de la sécurité. La Grande-Bretagne refusait d'admettre qu'une « puissance asiatique étrangère » puisse avoir une forte influence dans son ancienne colonie (op. cit.:116).

En plus des questions susmentionnées, celle de la sécurité du Japon dans la région

était également importante pour ce pays et son parrain et mentor, les Etats-Unis. La conférence s'est déroulée dans l'atmosphère politique internationale très vive de la politique de la Guerre froide. Ses impératifs et ses implications faisaient partie du débat. La coalition afro-asiatique était à la recherche d'une nouvelle définition et localisation de l'Afrique et l'Asie dans le système mondial. La question de l'anticolonialisme était également centrale, puisque son sentiment était le fondement de l'alliance afro-asiatique, comme l'a déclaré Seifudein Adem :

L'invitation du Japon à la Conférence de Bandung était le fruit du dynamisme politique international en Asie. Cette conférence est largement connue comme l'arène de l'union d'Etats asiatiques et africains nouvellement indépendants qui brandissaient l'étendard de l'anticolonialisme. En réalité, la conférence était fortement teintée par le système de Guerre froide dans lequel les pays asiatiques du camp libéral se défendaient contre les manœuvres offensives de pays communistes ou neutres comme l'Inde et la Chine (2003:3).

Au Japon même, il conviendrait également de noter que dans la même année de la conférence, le Parti libéral démocrate (Liberal Democratic Party – LDP) consolidait sa puissance en devenant ce qui est connu comme le Système de 1955 du Japon. Cette appellation faisait référence à l'année où le LDP fut créé à partir de la fusion de partis politiques de centre-droit (Maswood et al. 2000:164). Une nouvelle machine politique puissante qui a par la suite dirigé le pays pendant plus de trois décennies a également déterminé ses perceptions de Bandung en termes idéologiques et pragmatiques.

Le Japon devint un participant actif à la Conférence de Bandung en 1955, qui a promu la solidarité en matière de politique de développement et de décisions politiques entre les pays du Sud Global (africains et asiatiques) à travers le mouvement émergent des non-alignés. Ce regroupement a constitué plus tard le fondement du groupe des 77 aux Nations Unies. Comme disait Samir Amin : « Si je définis Bandung comme la caractéristique dominante de la seconde phase de la période d'après-guerre, ce n'est pas par une quelconque prédilection « tiers-mondiste », mais parce que le système mondial était organisé autour de l'émergence du Tiers-monde » (1994:14).

La Conférence a offert une nouvelle définition idéologique qui s'écarte de la précédente, concernant le système capitaliste existant et son principal agent, l'Etat. Il conviendrait d'examiner comment les relations Japon-Afrique peuvent refléter les luttes politiques dans l'esprit des alliances afro-asiatiques et comment ces alliances pourraient influencer l'orbite du pouvoir, comme l'a indiqué Samir Amin :

Le véritable obstacle à l'hégémonie des Etats-Unis est venu du mouvement national de libération afro-asiatique. Les pays dans ces régions étaient déterminés à s'affranchir du joug colonial du dix-neuvième siècle. L'impérialisme n'a jamais pu faire les compromis sociaux et politiques nécessaires pour installer des puissances stables qui fonctionnent à son avantage dans le pays de la périphérie capitaliste (1994:28).

Le non-alignement, fondement de la Conférence

La Conférence de Bandung a été généralement reconnue comme un forum dans lequel les acteurs politiques ont lancé la notion de Mouvement des non-alignés (MNA) d'une perspective afro-asiatique. De mon point de vue, cette conférence, en termes de revendications idéologiques et politiques, et de ses implications pour les relations internationales, est peut-être la plus importante Conférence afro-asiatique du 20^e siècle.

Au sein des Nations Unies, le Groupe des 77 a été formé pour continuer le non-alignement en tant que moyen de consolider des liens forts entre les Etats qui étaient officiellement colonisés par les puissances occidentales, ou qui présentaient les caractéristiques économiques et politiques du Sud global. Les pays du G77 sont un groupe de plus de cent pays moins industrialisés qui s'est érigé en contre-lobby des pays développés du G7 (Adams 2001:89). En 2001, le groupe était composé de 128 pays.

Le Mouvement des non-alignés a été créé en 1961 dans l'intention d'entamer le processus d'actualisation de la solidarité et la coopération entre tous les Etats-nations qui étaient disposés à rejoindre un bloc d'intérêts appelé le Sud global. Par exemple, sur le principe de « neutralité idéologique » et coopération, l'Association des nations d'Asie du Sud-est (ANASE) fut formée le 8 août 1967 par les représentants de Singapour, de

l'Indonésie, de la Thaïlande, des Philippines et de la Malaisie, afin de traiter les questions économiques et politiques sous régionales, en ayant en vue de trouver un terrain d'entente pour les aborder. Sa position de non-aligné a été déclarée en 1971.

En tant que mouvement, l'idée du non-alignement dominait le discours politique aux Nations Unies dans les années 1970, avec quelques irrptions épisodiques à l'Assemblée générale dans les années 1980. Cependant, vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, malgré la visibilité continue du Groupe dit des 77 aux Nations Unies, avec la mise en œuvre stricte des Programmes d'ajustement structurel (PAS) et avec les soi-disant programmes de stabilisation du Fonds monétaire international (FMI) et leurs conséquences sociales dans le Sud global, ainsi que la fin brutale de l'Union soviétique et ses Etats satellites, la flamme du mouvement commença à vaciller considérablement. Cependant, avec la montée du Forum social mondial vers la fin des années 1990, le mouvement a repris de l'élan, mais avec un agenda différent cette fois-ci. Il convient également de mentionner que bien que le mouvement soit bien connu au plan international, il y eu moins de projets de recherche empirique ou historique élaborés dans les unités académiques et de recherche sur les implications pour les stratégies et les politiques de la Conférence de Bandung que ce que l'on aurait espéré, compte tenu de son importance historique.

La Conférence s'est tenue au moment où les alignements coloniaux étaient progressivement rompus dans certaines régions de l'Asie. Cependant, les Etats-Unis, la Chine et la Russie se battaient pour rétablir et/ou maintenir les intérêts dans la région, tandis que les alignements coloniaux étaient redéfinis en Amérique du Sud, en particulier avec la domination néocoloniale et le contrôle des Etats-Unis dans le sous-continent, dans le cadre d'un « raisonnement politique *in my back yard* » (dans mon jardin) et aussi au moment où en Afrique les idéologies des alignements coloniaux avec leurs nuances régionales étaient encore trop fortes dans la plupart des pays.

Dans les années 1850, de nombreux mouvements populaires et sociaux contre les stratégies et politiques coloniales en Afrique se développaient et dans certains cas, se consolidaient, malgré les actions et politiques brutales associées aux

puissances coloniales d'après-guerre. En même temps, les politiques réformistes de l'Etat colonial, par exemple, les politiques française et britannique de gradualisme en tant qu'approche de l'indépendance politique, avaient commencé à être mises en œuvre. Le discours sur la politique de transition avait aussi commencé, sauf pour l'administration belge qui croyait en l'extension de l'administration coloniale pour une plus longue période à cause du manque de préparation.

En outre, C. P. Fitzgerald avait indiqué en 1955 que l'atmosphère produite à Bandung était une atmosphère de détente. Les questions controversées ont été mises de côté, et la Conférence a en fait « cherché et trouvé un terrain d'entente dans la condamnation unanime du colonialisme dans toutes ses manifestations » (op. cit.:113).

En plus du nationalisme, quels étaient les objectifs importants visés par la Conférence ? La Conférence a créé une nouvelle possibilité, une nouvelle arène à traiter par le Japon—la crainte du socialisme dans la région. L'esprit de nationalisme associé à la Conférence a généré une nouvelle dynamique entre le Japon et la Chine. Il convient de noter que cette dernière était très influente dans toute l'Asie du Sud-est, en partie à cause de la nature de sa révolution, à savoir la révolution du peuple, et en partie aussi à cause de l'existence d'une diaspora chinoise largement dispersée. La plupart de ces groupes chinois n'étaient, à l'évidence, pas maoïstes ou marxistes, mais ils possédaient un nationalisme culturel fort, qui les attachait au continent. La Chine s'est rendue à la Conférence en adoptant des attitudes et des stratégies qui ne voulaient contrarier personne ou faire montre d'arrogance morale et intellectuelle, généralement associée à tout socialisme révolutionnaire et son complexe de supériorité. Selon C. P. Fitzgerald, paraphrasant le discours programme de Chou En-lai (Chou En-Lai) :

La Délégation chinoise est venue ici pour chercher l'unité, et non pour se quereller... Il n'est point nécessaire à cette Conférence de rendre publics l'idéologie et le système politique de son pays... La Délégation chinoise est venue ici pour chercher un terrain d'entente, et non pour créer des divergences (Ibid.).

Cette perspective conciliante était plus une stratégie pour permettre aux dirigeants chinois de gagner la confiance

en Asie et en Afrique, que le reflet d'un processus d'abandon de leur socialisme. En Afrique, comme indiqué plus tôt, les mouvements populaires et sociaux d'une part, et les réformes émanant des Etats coloniaux africains d'autre part, proposaient des agendas différents, à savoir la décolonisation, l'indépendance, et la politique de l'« immoralité » du quasi statu quo au sein de l'Etat et/ou de son maintien par des éléments de l'élite politique africaine émergente.

Dans la décennie des années 1950, plusieurs pays africains ont acquis leur indépendance nominale, à savoir la Libye (1951), le Soudan (1956), le Maroc (1956) et la Tunisie (1956). Dans la même période, la guerre de libération était menée en Algérie. En 1957, le Ghana obtint son indépendance de la Grande-Bretagne, dans l'euphorie du panafricanisme de Kwame Nkrumah avec la forte coopération de l'égyptien Nasser, qui articulait également le panafricanisme et le panarabisme. Le cas du Ghana a été très popularisé – en partie en raison du charisme de Kwame Nkrumah et de sa vision panafricaine de l'Afrique, et aussi parce que ce pays a été le premier pays à acquérir l'indépendance en Afrique subsaharienne.

Un bref détour s'impose pour souligner l'importance du Ghana dans les relations initiales Japon-Afrique. Les points de vue concernant l'Afrique et/ou sur l'Afrique tels que définis par la presse japonaise dans les années 1950 étaient beaucoup trop fragmentaires pour permettre d'avoir une compréhension systématique des problèmes que rencontrait l'Afrique coloniale (Kitagawa op.cit.). Cependant, avec l'indépendance du Ghana, et d'autres pays plus tard dans les années 1960, le Japon commença à définir autrement sa relation avec l'Afrique, tout en suivant également les voies diplomatiques britannique et américaine. Cette question est développée dans la section sur la politique étrangère japonaise. Les relations du Japon avec l'Afrique se sont mises en place progressivement dans les années 1950 en Afrique du Sud – puis se sont étendues lentement aux pays indépendants suivant le prisme politique des Etats-Unis.

Bien que la Conférence de Bandung se soit déroulée à une période de graves tensions politiques en Asie, également marquée par l'accélération imprévisible des mouvements populaires et sociaux pour la décolonisation dans la plupart des pays

d'Afrique, elle a aussi produit des réalisations, comme l'a constaté C. P. Fitzgerald :

Unité, accord et résolutions communes ont donc été obtenus sur un certain nombre de questions plus ou moins abstraites, telles que le colonialisme, les droits de l'homme, la promotion de la paix dans le monde, la discrimination raciale ; mais les problèmes majeurs de l'Asie n'ont été abordés ni pendant les sessions publiques de la Conférence, ni dans les Commissions. Naturellement, on ne sait pas dans quelle mesure ces questions ont été discutées dans les nombreux déjeuners, dîners et autres réunions privés. Bandung a créé un sentiment de camaraderie et de bonne volonté ; il a offert l'opportunité d'un nouveau départ, ou a servi d'occasion opportune pour annoncer une nouvelle politique. Mais la bonne volonté doit se heurter à des difficultés, le nouveau départ doit contourner des obstacles majeurs, et la nouvelle politique doit essayer de résoudre des difficultés, que les anciennes politiques n'ont fait qu'aggraver (op.cit.:114).

L'Inde qui avait adopté son modèle de démocratie libérale, l'Indonésie qui avait articulé son nationalisme sous Sukarno, et la Chine avec ses dogmes communistes révolutionnaires se partageaient le leadership de la Conférence. Il convient cependant de noter que Chou En-Lai de Chine affichait une attitude modérée et conciliante qui tendait à apaiser les craintes de certains délégués anticomunistes concernant les intentions de la Chine. Le résultat de cette conférence a mis en branle un mouvement qui a consolidé les relations entre l'Afrique et l'Asie à travers le MNA.

Résolutions finales

Malgré les différences culturelles, idéologiques, historiques et politiques entre les délégués, une « déclaration concernant la promotion de la paix et la coopération dans le monde » en dix points fut adoptée, avec les principes suivant :

1. Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies;
2. Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats
3. Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes ;

4. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays;
5. Respect du droit de chaque Nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations Unies ;
6. (a) Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes Puissances quelles qu'elles soient ;
(b) Refus par une Puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ;
7. Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays ;
8. Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage ou règlement devant des tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la Charte des Nations Unies ;
9. Encouragement des intérêts mutuels et coopération ;
10. Respect de la justice et des obligations internationales (Jayaprakash 2005 et Jack 1955:28).

Les résolutions finales comportent également les points suivants : la coopération économique (affaires commerciales et énergie nucléaire), la coopération culturelle, les droits de l'homme et l'autodétermination, les problèmes des peuples dépendants, d'autres problèmes tels que la tension existante au Moyen-Orient, et les mesures en faveur de la paix et de la coopération dans le monde. Pour actualiser ces résolutions dans l'arène politique, le système étatique a été fermement mis en valeur, la coopération régionale a été encouragée et soutenue, et les principes articulant la dignité humaine ont été promus. D'une part, l'étatisme allait maintenir de nombreuses dimensions de statu quo dans le monde des états, et d'autre part, les concepts de coopération et de solidarité, et les valeurs des droits de l'homme avaient pour but de promouvoir les réformes politiques et économiques.

Le discours du premier ministre Jawaharlal Nehru à la session de clôture incarne les pensées fondamentales qui se reflètent dans les résolutions listées plus haut et les principes finals adoptés. Ainsi, il convient de reprendre quelques courts

extraits pour les besoins de ce travail. Comme il l'a articulé :

Ainsi, nous sommes tous venus avec nos propres perspectives, avec nos problèmes, chacun considérant ses propres problèmes comme étant les plus importants au monde, tout en essayant cependant de comprendre les gros problèmes du monde, ainsi que les gros problèmes de l'Asie et de l'Afrique ; essayant d'une certaine façon d'inscrire nos problèmes dans ce contexte élargi car, en dernière analyse, tous nos problèmes, aussi importants qu'ils puissent être, ne sauraient être dissociés de ces problèmes plus larges et ne pourraient guère être résolus tant que ces problèmes plus larges ne seront pas réglés... Nous sommes déterminés à bien faire dans cette nouvelle phase de l'Asie et l'Afrique. Nous ne devons pas, essentiellement, être dominés de quelque façon que ce soit par un autre pays ou continent... Il est temps d'apporter le bonheur et la prospérité à nos peuples et de nous défaire de toutes les vieilles chaînes qui nous ont liés non seulement politiquement, mais aussi économiquement – celles qu'on pourrait appeler chaînes du colonialisme – et aussi des chaînes que nous nous sommes créées... Je sais que nous nous sommes adressés ces critiques parce que nous pensions que ce n'étaient pas les résolutions qui allaient régler les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés, mais que seules nos pratiques et actions garantiraient le succès de nos objectifs et idéaux... Eh bien, s'il y a une chose que l'Asie veut dire au monde, c'est ceci : « pas de béni-oui-oui » en Asie, ni, je l'espère, en Afrique... Mais à l'avenir, nous ne ferons que coopérer en tant qu'égaux ; il n'y a pas d'amitié quand les nations ne sont pas égales, quand l'une doit obéir à l'autre et quand l'une domine l'autre... Je ne veux dire du mal de personne. En Asie, nous avons tous commis beaucoup de fautes, en tant que pays et en tant qu'individus. Notre passé le montre. Néanmoins, j'affirme que l'Europe a été par le passé un continent plein de conflits, de troubles, de haine ; que les conflits continuent et que nous avons été entraînés dans ses guerres parce que nous étions attachés aux roues de son chariot... Sommes-nous des copies des européens ou des américains ou des russes ? Que sommes-nous ? Nous

sommes des asiatiques et des africains. Nous ne sommes rien d'autre (Gouvernement de l'Inde 1955:5-11).

Le nationalisme, l'autodétermination, l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme, et l'esprit de coopération étaient mis en exergue dans ce discours. Il était difficile de lire très clairement la position du Japon dans les nouvelles relations internationales et régionales projetées. Le Japon était toujours fortement aligné sur la politique des Etats-Unis (il est devenu leur plus proche allié après 1952), leurs relations extérieures et leurs relations internationales. Il n'a pas adhéré aux idées de non-alignement. En fait, il était hostile à ce mouvement. Mais en même temps, le Japon était obligé de travailler avec des pays qui ont adopté le non-alignement comme orientations politiques en matière de relations internationales. Le MNA implique une sorte de « neutralité idéologique » dans les luttes de pouvoir internationales qui caractérisaient la politique dans l'après-guerre. Cependant, considéré comme une « troisième voie » dans un monde qui était dominé par deux autres voies, le non-alignement devint clairement un nouveau symbole idéologique (ou un cadre idéologique) qui était plus important qu'une simple stratégie. Alors que la plupart de ces pays revenaient à un engagement non-idéologique au sommet (niveau international), au niveau national, la plupart d'entre eux avaient des positions idéologiques qui déterminaient également leurs orientations et politiques étrangères.

Compte tenu de la nature de son économie politique, sa place dans l'économie politique internationale et ses ambitions politiques cachées, le Japon n'avait guère d'autre choix que de dialoguer et aussi d'élaborer des stratégies pour la conduite des affaires avec d'autres participants à la conférence. Son représentant principal à la Conférence, Mr. Takasaki Tatsunosuke, a souligné que le Japon avait s'intéressait à (1) la paix internationale; (2) la coopération économique et (3) les échanges culturels (Ampiah op. cit.:43). A cet égard, le Japon a été régulier dans ses relations internationales.

Pour conclure, il convient de reprendre les éléments les plus importants relatifs aux revendications et idées de la Conférence de Bandung. Ces points se reflètent dans les grandes idées des dirigeants politiques en Asie et en Afrique. Les dirigeants de la Chine, menés par Chou En-lai, ont articulé un socialisme pas à la Moscou et des relations pacifiques ; ceux

de l'Inde, sous la conduite du premier ministre Nehru, ont exprimé le libéralisme, le nationalisme et la non-violence ; ceux de l'Indonésie conduits par le Président Sukarno ont articulé le nationalisme et la décolonisation, et les dirigeants émergents dans de nombreux pays africains faisaient pression en faveur d'un agenda de décolonisation avec différentes stratégies, parmi lesquelles le nationalisme tardif, le panafricanisme, ou l'accommodationnisme devinrent les plus notables. L'opposition au colonialisme, au néocolonialisme ou à toute sorte de politique fondée sur l'impérialisme était probablement la position consensuelle la plus importante qui a uni divers intérêts et mobilisé l'esprit humain pour envisager un système mondial nouveau et meilleur. Cette opposition pouvait-elle être gérée vigoureusement et actualisée sans aucune idéologie concrète et bien définie ?

Les allocutions finales et les déclarations qui ont été faites ne sauraient échapper à une évaluation fondée sur le canon idéologique de la localisation géopolitique des participants. En général, le non-alignement était *de facto* un « alignement idéologique » des pays qui étaient structurellement confrontés à des problèmes similaires dans un cadre plus large, opprimés par des forces similaires et assujettis aux mêmes règles du jeu internationales.

La Conférence de Bandung a permis de discuter de problèmes structurels du monde et de projeter la manière dont leur impact en Asie et en Afrique a été ressenti. Elle a suscité de l'espoir à travers la coopération et la lutte contre les forces coloniales oppressives sous toutes leurs formes. Cependant, elle n'a pas abordé la question des structures des Etats asiatiques et africains et de leurs relations avec l'économie politique internationale. Pas plus qu'elle n'a traité adéquatement la question de la nature des idéologies des Etats en Asie et en Afrique. Ainsi, bien que les symptômes des problèmes aient été bien définis, la Conférence n'a pas suffisamment clarifié le type de sociétés politiques à créer et sur quelles idéologies nationales elles sont fondées, à la suite des déclarations et des résolutions finales.

L'esprit de solidarité et de coopération afro-asiatique ancré dans la Conférence de Bandung a eu diverses interprétations au cours des quatre dernières décennies.

Il a été un instrument de consolidation de pouvoir par les dirigeants politiques africains, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Il convient de noter que la Conférence de Bandung projetait, pour la première fois, la conscience du Tiers-mondisme. Le terme Tiers-monde a été utilisé pour la première fois comme une catégorie politique à cette conférence. Les principales figures de la Conférence – Nehru (Inde), Nasser (Egypte), Chou En-lai (Chine) – étaient déjà au pouvoir. Cette conscience a abouti au mouvement de solidarité internationale entre les pays situés dans le Sud global. A l'époque c'était un exploit. Cependant, dans l'économie mondiale actuelle, ce mouvement est-il toujours d'actualité ?

Enfin, entre 1956 et 1973, le non-alignement a solidement émergé au sein du système des Nations Unies en tant que nouveau groupement de solidarité entre les pays du Sud global. La participation solide des africains à ses conférences est un indicateur de la manière dont les Etats africains ont adopté ce mouvement dans le cadre de leur agenda national. Par exemple, à chaque conférence, que ce soit à Belgrade en 1961, au Caire en 1964, à Lusaka en 1973, ou à la Havane en 1983, les délégués africains représentaient près de la moitié du nombre total des délégués (Ebodé 1999:82). A la dernière conférence des non-alignés en septembre 1989 à Belgrade, il était clair que le mouvement perdait son dynamisme, à cause de conflits internes et de la force de polarisation de la période de Guerre froide.

Au dernier sommet du MNA qui s'est tenu au Caire (Egypte) en juillet 2009, le Président Hosni Moubarak d'Egypte a été élu Président du mouvement. En effet, son élection reflète le manque de sérieux et d'engagement de ses membres pour consolider le dynamisme du mouvement, afin de traiter efficacement la marginalisation de ses membres dans le fonctionnement et la hiérarchie politique du système mondial. La plupart des membres du MNA, en particulier ceux situés en Afrique, sont affectés par l'aggravation de leur pauvreté, causée en partie par les actions et la philosophie politique contradictoires des forces et agences du 'capitalisme du désastre'. Moubarak est le plus puissant allié des Etats-Unis, les champions de ce type de capitalisme, comme cela a été réitéré à travers la crise financière et économique actuelle.

Compte tenu de la montée de la Chine et de l'Inde dans leur relation triangulaire particulière avec l'Union européenne et les Etats-Unis, l'esprit de solidarité afro-asiatique a-t-il encore de l'importance ? Dans une nouvelle économie mondiale compétitive, le Japon, deuxième plus grande économie mondiale, a-t-il besoin de l'esprit de Bandung ? Nous devrions également poursuivre, dans la solidarité au-delà de Bandung, les études (aux plans historique et culturel) de la présence d'africains en Asie que j'avais commencé à examiner.

Note

- * Ce discours est basé sur un chapitre intitulé 'The Bandung Conference (1955): Ideology of Non-Alignment and Pragmatism of Afro-Asian Alliances' dans mon livre, *Japan and African Relations*, New York: Palgrave-MacMillan, 2010.

Références sélectionnées

- Amin, Samir, 1994, *Re-Reading the Postwar Period, An Intellectual Itinerary*, Traduction de Michael Wolfers, New York: Monthly Review Press.
- Ampiah, Kweku, 1997, *The Dynamics of Japan's Relations with Africa: South, Tanzania, and Nigeria*, London, New York, Routledge.

Ampiah, Kweku, 1995, «Japanese Aid to Tanzania: A Study of the Political Marketing of Japan in Africa», *African Affairs*, Vol. 95, no. 1.

Ampiah, Kweku, 2005a, «Nigeria's Fledgling Friendship with Africa», 'A Special Issue of Africa and the Japanese Experiences,' *African and Asian Studies*, (4): 547-573.

Ampiah, Kweku, 2005b, «Japan and the Development of Africa: A Preliminary Evaluation of the Tokyo International Conference on African Development», *African Affairs* (104/414): 97-115.

DuBois, W.E., 1965 *The World and Africa: An Inquiry into the Past Which Africa has played in World History*, New York, International Publishers.

Government of India, 1955, *Asian-African Conference, April 18-24, 1955: Prime Minister Jawaharlal Nehru's Speeches, the Final Communique*, New Delhi: India: The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting.

Jack, Homer A., 1955, *Bandung: an on-the-spot-description of the Asian-African Conference, April 1955*, Chicago: A Toward Freedom Pamphlet.

Fitzgerald, C. P., 1955, « East Asia After Bandung», *Far Eastern Survey*, Volume XXIV, no. 8 (August): 113-119.

Kahin, McTurnan, George, 1956, *The Asian-African Conference Bandung, Indonesia, April 1955*, Ithaca, New York: Cornell University Press.

Kitagawa, Katsuhiko, 2003, «Japanese Perspectives on Independence of African Countries in the Late 1950s and the Early 1960s: A Preliminary Investigation», Article présenté à la Conférence annuelle de l'African Studies Association of Australasia and the Pacific qui s'est tenue à Flinders University, South Australia, le 3 octobre (http://www.tenri-u.ac.jp/ja/center/icrs/agora/no1/a1_kitagawa.pdf.)

Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 1994, *Political Re-mapping of Africa: Transnational Ideology and the Re-definition of Africa in World Politics*, Lanham, Maryland: University Press of America.

Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 2007, «China-Africa's Relations in the Post-Cold War Era: Dialectics of Rethinking South-South Dialogue», *Bulletin du CODESRIA*, Numéros 1 et 2.

Nkrumah, Kwame, 1971, *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*, New York: International Publishers.

Appropriation des instruments de la fiscalité : élaboration du budget de la commune rurale de Kalabancoro

Moussa Djiré, Amadou Keïta et
Rokia Traoré Dembélé



Avec la gestion de proximité, les ressources ont été transférées aux communes. Ceci leur permet de prendre en charge leur fonctionnement et d'assurer l'investissement. Seulement, les ressources dont une commune peut disposer peuvent paraître insuffisantes si les besoins ne sont pas hiérarchisés dans l'optique de lui apporter une solution appropriée. C'est ainsi que les collectivités territoriales ont la possibilité d'établir des priorités dans la résolution des problèmes. Les ressources sont destinées à alimenter le budget de chaque commune (emprunts, subventions de l'Etat, impôts et taxes) pour subvenir aux besoins de fonctionnement et au développement. Donc, la gestion de ces ressources doit naturellement se faire dans la logique des principes de la décentralisation et de ceux de la comptabilité publique à travers les différentes structures en charge de la question.

La décentralisation postulant la responsabilisation des communes, celles-ci doivent mettre l'accent sur la mobilisation des ressources fiscales pour ne pas continuer à dépendre des ressources venant d'autres acteurs comme l'Etat et les partenaires techniques et financiers. C'est donc la question de la gouvernance de la décentralisation qui est interpellée et qui requiert l'implication de toutes les composantes de la commune pour une mobilisation effective des ressources et de leur utilisation judicieuse. Tout ceci se pose en termes de défis que doivent relever les collectivités territoriales, notamment les communes. La présente étude se propose d'analyser ce processus à travers l'exemple de la commune rurale de Kalabancoro.